

*Société Canagrex—Loi*

**M. Epp:** Mais c'est du pétrole albertain.

**M. Mazankowski:** Facteur à considérer, je suppose. Mais il y a aussi la confusion qui règne dans le labyrinthe bureaucratique. Petro-Canada n'a pas acheté un seul baril que nous n'aurions pu acquérir sans elle. A quoi s'affaire Petro-Canada? Hier, j'ai justement interrogé des représentants de la société sur ses activités internationales. Ils m'ont répondu: «Nous étudions la question en examinant des études de faisabilité sur des activités internationales. J'ai demandé: «Quels sont les pays visés?» Ils ont répondu: «Nous ne pouvons le préciser». J'ai interrogé: «La Tanzanie?» Ils ont dit: «Oui». J'ai dit: «Le Sénégal?». Ils ont répondu: «Oui». J'ai encore demandé: «Y a-t-il d'autres pays?» Ils ont dit: «Oui, par exemple, le Kenya, La Jamaïque, le Bangladesh, le Pakistan et bien d'autres».

**M. Epp:** Et le Canada?

**M. Mazankowski:** Oui, et le Canada? Cette société a été créée pour répondre à nos besoins énergétiques, garantir l'auto-suffisance, des prix raisonnables, la sécurité des approvisionnements et faire en sorte que tout se déroule pour le mieux. Qu'arrive-t-il au juste? Le Programme énergétique national, Petro-Canada et la politique économique du gouvernement ont détruit l'un des secteurs de croissance les plus dynamiques de l'industrie pétrolière, soit le forage et les services connexes. Nous avons tous entendu parler des tours de forage qui ont pris le chemin des États-Unis, sans compter l'exode des capitaux, des hommes, du matériel, des machines et des connaissances techniques. Quel avantage avons-nous retirés de cette intervention massive de l'État? L'éparpillement des travailleurs canadiens. Car il faut bien mentionner que ce secteur de l'industrie pétrolière est presque entièrement aux mains de Canadiens. Nos travailleurs ont dû franchir la frontière, et 235 derricks sont maintenant à l'œuvre aux États-Unis et plus d'une centaine d'entreprises de service les y ont suivis. Cela a certainement causé un bouleversement. Des familles entières ont dû se déplacer et, ce qui est encore plus grave, les investisseurs ont perdu confiance dans le Canada et les mégaprojets ont été retardés. Le projet Alsands est maintenant plus en retard que jamais, deux sociétés viennent de se retirer du projet et une autre le fera peut-être bientôt d'ici peu. Cela a eu des répercussions défavorables sur les entreprises reliées à l'industrie pétrolière. Le prix des combustibles a monté en flèche et permis au gouvernement de réaliser des bénéfices excessifs. La hausse du prix des combustibles est la principale raison de l'augmentation massive des coûts des agriculteurs, mais je reviendrai là-dessus plus tard.

Examinons un peu le document de politique du gouvernement qui s'intitule «Le développement économique du Canada dans les années 80». Ce document s'appuie avant tout sur le principe d'une intervention gouvernementale massive. Selon ce document, il faut réduire l'importance des encouragements au secteur privé, réduire les bénéfices et réduire la valeur et la nécessité du secteur privé. Le gouvernement préconise plutôt une augmentation massive de ses propres recettes, ce qui veut dire qu'il veut percevoir plus d'impôts afin de pouvoir établir de nouveaux règlements et accorder des subventions sélectives à certaines industries établies dans des régions précises. Tous ces programmes et mécanismes seront mis sur pied par le gouvernement et administrés par les bureaucrates.

● (1230)

Si nous examinons le programme de 350 millions de dollars pour trois ans qui vient d'être annoncé, nous constatons que cet argent sera affecté à des industries désignées, comme celle des pièces d'automobile. Cela montre bien ce que le gouvernement veut faire. Il établit de plus en plus de groupes d'étude, de conseils consultatifs, d'offices et de sociétés de la Couronne. Il y aura bientôt une prolifération d'organismes bureaucratiques du gouvernement. Par ailleurs, ces organismes ne seront pas tous situés à Ottawa. Ils seront dispersés un peu partout au Canada.

En examinant le document, j'ai constaté qu'il y aura au moins six nouveaux petits organismes gouvernementaux. Il y aura par exemple le Programme des retombées industrielles, le Bureau des retombées industrielles et régionales, le Conseil canadien pour un renouveau industriel, qui sera formé de 16 membres, et le Conseil pour le développement des exportations. Nous avons déjà des conseils pour l'expansion du commerce et des exportations, mais le gouvernement veut en créer un nouveau. Le Conseil canadien pour un renouveau industriel compte 16 membres. Le Conseil sera chargé de mettre au point un programme pour moderniser l'industrie du textile. Pourtant, il n'y a qu'un des membres du Conseil qui connaisse d'expérience l'industrie du textile.

Canagrex aura 11 administrateurs et un personnel de soutien. Nous ne savons pas combien de vendeurs elle engagera. Nous ne savons absolument pas quelle sera sa stratégie en matière de ventes. Il serait très intéressant de le savoir. Il est question d'une société commerciale nationale. Un comité est parti en tournée dans le pays, où il a entendu de nombreux témoignages. Dans son rapport, ce comité recommandait majoritairement la création d'une société commerciale nationale. Combien de sociétés commerciales nous faut-il dans notre pays?

**Une voix:** Aucune.

**M. Pepin:** Une qui soit bonne.

**M. Mazankowski:** J'entends le ministre des Transports (M. Pepin) dire: «Une qui soit bonne». Peut-être a-t-il raison, c'est une remarque très sensée. J'ai dit plus tôt que s'il existe un problème, à mon avis, c'est bien un manque de coordination et d'orientation. Nous avons de nombreux organismes et institutions qui peuvent s'atteler à cette tâche. Mais le gouvernement a fait preuve d'un manque de coordination et d'orientation, et c'est regrettable.

La société Canagrex aura un comité composé de 26 membres, qui seront tous de fidèles libéraux. Je ne sais pas combien de personnes seront choisies dans l'Ouest, parce que les libéraux ont quelques problèmes là-bas. Mais s'ils ne peuvent en trouver un, ils en achèteront un.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Mazankowski:** Tout ce projet ne semble avoir qu'un seul objectif: créer une importante bureaucratie afin de récompenser les amis du parti libéral du Canada, créer de nouveaux obstacles, favoriser une plus grande ingénierie gouvernementale et faire plus de mécontents. Ce qui est décevant, si l'on prend la peine d'y penser, c'est qu'il y a déjà plus d'une décennie que le gouvernement s'ingère de plus en plus dans les secteurs de la production et de la commercialisation. Il l'a fait au nom de l'équité et de l'efficacité, mais sans succès notable.